

Brochure n° 3184

**Convention collective nationale**

IDCC : 2075. – **ŒUFS ET INDUSTRIES  
EN PRODUITS D'ŒUFS**

**(Centres de conditionnement,  
de commercialisation et de transformation)**

■ *Journal officiel* du 14 février 2009

**Arrêté du 5 février 2009 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2008  
portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la conven-  
tion collective nationale des centres immatriculés de conditionne-  
ment, de commercialisation et de transformation des œufs et des  
industries en produits d'œufs (n° 2075)**

NOR : MTST0903085A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2008 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale des centres immatriculés  
de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et  
des industries en produits d'œufs,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 15 décembre 2008 susvisé est modifié comme  
suit :

« Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale  
des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de  
transformation des œufs et des industries en produits d'œufs du 10 mai 1999,  
les dispositions de l'accord complémentaire du 29 août 2008

relatif aux salaires minima conventionnels 2008, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010. »

## **Article 2**

Le présent arrêté modificatif prend effet à dater de sa publication pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/45, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.